

Presse et médias Bolloré / Stérim : quels enjeux ?



Depuis quelques années, les médias français attirent de nouveaux types d'investisseurs. Cet acteur indispensable à la démocratie est aujourd'hui convoité par de nombreuses fortunes d'extrême-droite. En effet, l'opinion publique et individuelle se forge à travers le prisme des informations relayées par ces derniers. Ainsi, il semblerait qu'après les empires financiers, les grandes fortunes françaises se tournent vers des empires idéologiques. Quiconque contrôle l'information consommée par la masse exerce son influence sur l'opinion, et donc sur le vote. Parmi ces fortunes, deux noms dominent : Bolloré et Stérim. Vincent Bolloré est le dirigeant du groupe familial Bolloré, spécialisé à l'origine dans la papeterie. Il a réussi à le diversifier dans tous types de milieux, mais son empire s'étend principalement dans le monde médiatique. Propriétaire du groupe de télévision Canal+ (CNews, C8...), des radios Europe 1 et RFM, du groupe de communication et de publicité Havas (avec des publicités pour Citroën, Dior, EDF...), d'actions dans les grandes maisons d'édition (Nathan, Perrin, Pocket) et de presse (Gala, Voici, Télé-Loisirs, Femme Actuelle), il contrôle tous ces pôles de diffusion via le groupe Vivendi. Pierre-Édouard Stérim, quant à lui, est le fondateur de Smartbox. Il détient le média *Le Crayon*, la société de contenu web Marmelade, et finance entre autres l'Institut libre de journalisme et le média en ligne Neo. Il s'inscrit, comme son aîné Vincent Bolloré, parmi les cent premières fortunes de France (104^e). Leur volonté commune d'inonder les médias traditionnels et nouveaux d'idées conservatrices et nationalistes (*Le Crayon* étant un journal basé sur les réseaux sociaux) s'est concrétisée auprès du grand public lors de la révélation du plan Périclès en 2024. Ainsi, dans des tribunes publiées dans le journal *Le Monde*, respectivement le 17 septembre 2025 (pour les deux premières) et le 1^{er} septembre 2025, les historiens Jean-Yves Mollier, Arnaud Fossier et Olivier Bétourné analysent l'emprise de l'extrême-droite sur les maisons d'édition, mais aussi sur la narration historique de notre passé, et s'interrogent : que faire face à cette domination culturelle ? Tout d'abord nous avons à disposition la tribune de Jean-Yves Mollier, historien et enseignant à l'université de Versailles-Saint-Quentin. Il nous dresse le portrait d'un monde médiatique sous l'emprise d'indépendants et d'hommes d'affaires ayant des ambitions plus qu'économiques : politiques. Jean-Yves Mollier nous présente dans un premier temps l'image d'un Vincent Bolloré prêt à tout pour diffuser et populariser ses idées

politiques. Quel meilleur moyen que de se mettre en avant par l'une des sources principales qui informe et instruit le peuple : la littérature. En 2021, ce grand homme d'affaires a essayé de prendre le contrôle de plus de 50% du marché du livre français en fusionnant Hachette Livre (éditeur qu'il possède déjà) à Editis qu'il voulait acquérir. Cependant, la Commission européenne l'a contraint à revendre ses parts pour éviter tout monopole sur le marché de l'édition. Cet événement montre d'autre part une protection de l'information par les institutions européennes. Or, nous avons pu constater par la suite que ce contrôle n'est pas assez puissant. Mais selon Monsieur Mollier, Vincent Bolloré ne s'est pas arrêté là : il intervient directement dans la vie politique notamment en poussant le parti Les Républicains à s'allier au Rassemblement national. Autrement dit, il utilise ses maisons d'édition et ses médias à des fins politiques. L'historien l'illustre avec le licenciement de l'ancienne directrice de Fayard, Isabelle Saporta, pour avoir refusé de publier des auteurs d'extrême-droite. Elle a été remplacée par Lisa Boëll, éditrice proche de Bolloré qui a alors lancé une collection intitulée "Pensée libre" dirigée par une journaliste de CNews. On y retrouve des figures de l'extrême-droite comme Jordan Bardella ou Philippe de Villiers. Quelques députés LFI (La France Insoumise) sont présents, mais selon Jean-Yves Mollier, ce n'est que pour donner une apparence de diversité. Cet historien y voit donc une stratégie de reconquête culturelle où les idées de droite et d'extrême droite cherchent à prendre en légitimité à travers le prestige du livre. De plus, Monsieur Mollier compare le marché de l'édition au jeu Monopoly. En effet, il met en avant que depuis le début du XXIème siècle les grands groupes d'éditions ne font que se racheter entre eux. Et il déplore qu'aujourd'hui les dix premiers plus grands groupes (une minorité) détiennent 87% du marché face aux milliers d'éditeurs indépendants qui n'en détiennent que 13%. Ici, Jean-Yves de Mollier précise que la nouveauté est que cette concentration n'a plus de but économique mais une réelle volonté d'imposer une vision du monde. En effet, nous sommes sans savoir que les éditeurs choisissent ce qu'ils vont éditer et publier au public. Une sélection, ici idéologique, va donc se faire. Cette nouveauté est un grand changement. En effet, ces grands hommes d'affaires ont toujours eu des liens politiques. Mais leurs acquisitions n'étaient pas là pour promouvoir quelques idées orientées politiquement. Une frontière s'est donc brouillée entre propagande et édition avec par exemple Vincent Bolloré ou encore Pierre-Edouard Stérin avec son projet Périclès (immense mise en ordre de ses différents instruments de communications). Jean-Yves Mollier précise tout de même que ce phénomène n'est pas propre à l'Europe mais dans toutes les parties du globe, notamment aux Etats-Unis avec par exemple l'acquisition de Twitter (maintenant X) par Elon Musk. Cependant, une prise de conscience s'installe au fur et à mesure et des mouvements de résistance à cette politisation de plus en plus importante des médias s'organisent, notamment chez Fayard, où des salariés se sont opposés à la nomination d'un proche de Monsieur Stérin à la tête de l'édition.

Une inquiétude générale de la concentration progressive d'éditions détenues par des hommes d'affaires influents plane toujours au-dessus de nos têtes, et la bibliodiversité et la liberté d'expression sont encore en danger. Jean-Yves Mollier encourage ces mouvements de résistance pour dissuader d'autres milliardaires ou hommes d'affaires de continuer dans cette lancée. Cette inquiétude est aussi partagée par Olivier Bétourné, historien éditeur, qui était par la même occasion ancien dirigeant de Seuil et de Fayard. En effet, dans cette deuxième tribune, celui-ci s'inquiète de la même chose que son collègue Jean-Yves Mollier. En 2023, Vincent Bolloré a acheté Hachette Livre par son groupe Vivendi sous l'autorisation de la Commission Européenne. Il détenait aussi Fayard, et le monde du livre était inquiet des possibles utilisations de ces éditions. Les inquiétudes se sont justifiées, car en effet, Bolloré a utilisé Fayard comme il l'avait fait avec ses autres médias en remplaçant donc les membres de la direction et en promouvant majoritairement des auteurs proches de ses valeurs conservatrices de l'extrême-droite. Olivier Bétourné fait donc les mêmes observations que son collègue Jean-Yves Mollier. Selon Monsieur Bétourné, Vincent Bolloré a un objectif bien précis : bâtir une machine

culturelle médiatique au service de « croisade idéologique nauséabonde » (pour Olivier Bétourné, une croisade conservatrice) en vue des futures élections présidentielles en 2027. Les mêmes idées sont alors sans cesse relayées : les lois anti-immigration, la lutte contre l'IVG, des idées climatosceptiques et sécuritaires... Monsieur Bétourné remarque donc une dérive idéologique du secteur de l'édition. Il fait une comparaison très contrastée entre Claude Durand (ancien directeur de Fayard), qui défendait une édition pluraliste et humaniste, et Vincent Bolloré qui oriente politiquement de façon drastique tout média qu'il possède. L'historien précise que Vincent Bolloré n'est pas le seul à le faire. On peut prendre pour exemple Pierre-Édouard Stérin qui tente d'imposer une hégémonie (suprématie) culturelle conservatrice. Comme son homologue historien de la précédente tribune, Olivier Bétourné appelle à une résistance collective de tout le monde (éditeurs, libraires, lecteurs) pour préserver l'indépendance intellectuelle et protéger les « trésors patrimoniaux » que sont les catalogues des maisons historiques. Il va même au-delà, il propose la création de « statuts de protections » qui permettent de réguler cet univers de l'édition en prenant exemple sur le journal *Le Monde*. En effet, les salariés et journalistes de cette presse disposent d'un droit de veto sur l'arrivée de tout nouvel actionnaire majoritaire. Il veut donc créer un équivalent juridique qui protégerait les fonds éditoriaux et les lignes intellectuelles. En plus du contrôle de l'information, l'extrême-droite tente de s'approprier les codes de pans entiers de notre Histoire. Dans une tribune accordée au *Monde*, l'historien Arnaud Fossier pose une question tristement amusante : « À quand un Puy du Fou de gauche ? ». Elle soulève un problème majeur du parc de Philippe de Villiers, qui propose une lecture historique orientée à droite. Cette situation ne devrait pas être, car l'Histoire est une science garantie par une analyse objective basée sur des faits avérés. Sa narration devrait donc tendre vers une neutralité, impossible à atteindre dans les faits. Le Puy du Fou est un parc d'attraction, témoin de la passion française pour l'Histoire. Le passé de la France est dans tous les esprits, des joueurs d'*Assassin's Creed Unity* à nos politiques de tous bords, qui n'hésitent jamais à se poser en légitimes héritiers de De Gaulle ou Jeanne d'Arc. De toutes les périodes, le Moyen Âge reste la préférée des Français. Elle est omniprésente dans notre culture, mais son récit et sa représentation évoluent au gré de la morale recherchée (et de l'époque). Cet attrait populaire est appelé « médiévalisme ». Le médiévalisme est né lors de la Révolution française. Alors que la société d'ordre est abolie, les opposants à la Révolution se tournent avec mélancolie vers le passé. Ils finissent par noyer leur nostalgie dans les écrits romantiques, proposant un Moyen Âge magnifié. Le christianisme y apparaît juste, nourrissant l'envie de le voir un jour remplacer les idéaux des Lumières. Petit à petit, le médiévalisme s'est mêlé au nationalisme européen, justifiant l'enracinement millénaire d'une population blanche en Europe, et par extension d'une culture chrétienne qui lui est propre et ancestrale. Pierre-Édouard Stérin, un milliardaire entretenant des liens étroits avec l'extrême-droite, base une partie de son plan Périclès sur cet aspect traditionnel de nos cultures. Dévoilé en 2024, ce plan vise à amener au pouvoir une union des droites et de l'extrême-droite grâce à l'appui financier de Stérin. Par exemple, des représentations historiques telles que « Les Murmures de la cité », financées par Stérin, se retrouvent au cœur de polémiques. Le discours nationaliste qui y est tenu est jugé orienté par de nombreux historiens. La représentation péjorative de la Révolution y est souvent mise en cause. À la suite du second choc pétrolier, la population occidentale fut impactée dans sa globalité. Elle perdit foi dans les promesses libérales et se tourna une nouvelle fois vers le passé, érigeant le Moyen Âge en un âge d'or. Ainsi, le Moyen Âge a longtemps représenté l'exact opposé de l'idéal sociétal prôné par la démocratie libérale occidentale.

Ainsi, une question de taille se pose : quelle vision du Moyen Âge opposer au discours nationaliste et identitaire de l'extrême-droite ? La gauche a aussi tenté de s'approprier la période, mais sans grand succès. Elle y voyait la dernière représentation en Europe occidentale d'une société sans capitalisme prédateur et de toutes ses dérives (assignation des femmes à un rôle de reproduction, appropriation des terres communes par une élite, asservissement de la population).

D'autres s'écartent de cette vision idéalisée d'un monde préindustriel, mais ne vont pas non plus reprendre le discours nationaliste. Au contraire, ils y voient un monde d'échanges où l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Asie Mineure se côtoient à travers les routes commerciales. Enfin, Arnaud Fossier avance une nouvelle position. Et si ce discours avait du succès non pas pour ce qu'il est, mais pour l'imaginaire qu'il propose ? Le Puy du Fou est avant tout un parc proposant des mises en scène époustouflantes. Les fêtes traditionnelles financées par Stérim sont conviviales. Ainsi, la diffusion des idées nauséabondes de l'extrême-droite à la majorité des Français se fait plus aisément à travers des loisirs époustouflants et non des discours politiques. Il est plus simple et rapide de s'arrêter aux apparences que de réfléchir aux idéaux prônés derrière ces costumes. Et, même sans le vouloir, la population s'imprègne de ce discours rance. Là réside la force de l'extrême-droite : des images valent plus que des mots. Désormais, l'extrême-droite gagne de l'importance sur la scène médiatique à travers les acquisitions de Bolloré et impose sa narration sur la mémoire française à travers les financements de Stérim. L'information et le savoir servent à véhiculer leur idéologie extrémiste. Ainsi, dans ces différentes tribunes, une question s'est posée: comment se préserver de la mainmise de l'extrême-droite sur nos médias et notre culture ? Jean-Yves Mollier a démontré que Bolloré souhaite contrôler le marché du livre à travers les maisons d'édition. Partageant cette analyse, Olivier Bétourné a insisté sur la création de protections juridiques. Enfin, Arnaud Fossier a souligné que cette logique dominatrice ne s'arrête pas aux livres. Elle s'étend jusqu'à l'Histoire en imposant sa narration dans les divertissements. Face à cette montée extrémiste, il faut défendre le pluralisme dans la culture, en laissant leur indépendance à la presse et aux maisons d'édition. Comme les lois ne suffisent pas, il est aussi nécessaire que la résistance évoquée par Mollier et Bétourné s'étende au reste des acteurs médiatiques et culturels français. Mais, cette situation ne se limite pas à la France et à l'Europe. Aux Etats-Unis, ce discours identitaire nationaliste et néo fasciste est repris par de nombreux acteurs politiques et médiatiques.

Cette domination idéologique est la manifestation du déclin de nos démocraties. En effet, le système établi ne convient plus et la montée de l'extrême-droite n'en est qu'un symptôme. Ces articles mettent en avant la possession de médias traditionnels par l'extrême-droite, mais nous pensons que sa force réside aussi et surtout dans l'usage des réseaux sociaux. Donald Trump ou Javier Milei basent leur politique sur la saturation de l'espace médiatique par des fake news et une communication agressive. Ils n'y vendent pas une politique construite et réfléchie, mais une image d'homme fort et antisystème. De plus, les algorithmes des réseaux sociaux, conçus pour nous donner uniquement le contenu qui nous intéresserait, nous confortent et nous enferment dans nos idées. Le débat public est rendu impossible.

Luc DELCAMBRE—HERSANT et Emilie MARRO (Terminale 2), le 31 octobre 2025